**Modèle de lettre concernant le traité international sur les pandémies**

Monsieur le Conseiller fédéral,

C'est avec la plus grande inquiétude que je vous adresse cette lettre.

Comme vous le savez, certains chefs d'État et de gouvernement ainsi que les représentants de multinationales travaillent depuis fin 2020 à l’élaboration d’un "traité international sur les pandémies" sous l’égide de l'OMS. Ce traité serait censé offrir une protection sanitaire efficace à l’échelle de la planète.

Le prix à payer est toutefois infiniment trop élevé. Tous les États qui signeraient ce traité renonceraient de fait à leur souveraineté dès lors que l'OMS détecterait en un point de la planète un virus dont on puisse craindre qu’il ne déclenche une pandémie. L'OMS aurait alors le droit de prescrire des mesures auxquelles chaque État-membre serait tenu de se conformer.

Nous avons vu au cours des deux dernières années les formes que peuvent prendre de telles mesures. Nous avons fait l'expérience de restrictions drastiques sur nos droits fondamentaux, comme les confinements ou l’imposition de « pass sanitaires » et autres, et ces restrictions ne nous seraient vraisemblablement pas épargnées. L'OMS serait par ailleurs en position d’imposer des vaccinations obligatoires, ce qui va clairement à l’encontre de la volonté des peuples comme de leurs gouvernements – les manifestations massives auxquelles on a assisté sur tous les continents de la planète comme les décisions prises récemment en Allemagne et en Nouvelle-Zélande d’abandonner de telles mesures en sont une démonstration éloquente.

Nous, citoyens et citoyennes suisses attentifs, avons constaté que vous aussi, Monsieur Berset, vous êtes prononcé avec le plus grand enthousiasme en faveur d'un tel traité sur les pandémies lors de l'Assemblée mondiale de la santé qui s’est tenue à Genève au printemps 2021.

Par cette lettre, nous vous demandons avec la plus grande insistance de reconsidérer votre position. Il est tout bonnement scandaleux et inimaginable qu'une organisation telle que l'OMS, financée à hauteur de 80% par des fonds privés, se voie confier des compétences comparables à celles d’un gouvernement mondial.

Nous nous opposerons pacifiquement, mais fermement, définitivement et résolument à ce plan dictatorial et nous ferons entendre par tous les moyens à notre disposition.

Veuillez recevoir, Monsieur le Conseiller fédéral, l’expression de ma considération distinguée.

27.4.2022